

du Nord et du Sud. Il est dans l'intérêt de tous que les pays en développement accroissent leur participation au commerce mondial et qu'ils deviennent mieux intégrés au système commercial international. Ce système nous a bien servis depuis sa création et, bien qu'il ait été soumis à de sérieuses contraintes ces dernières années, il a, somme toute, remarquablement bien soutenu l'épreuve. Les principes sous-tendant notre système commercial fondé sur le GATT restent sains et, bien que nous puissions et devions continuer à collaborer pour en améliorer l'efficacité et l'efficacité, nous ne croyons pas que la réponse à nos problèmes courants passe par les négociations d'un nouvel ensemble de règles commerciales.

En ce qui touche la dernière question de fond qui sera soumise à discussion, le Canada participera pleinement à l'étude des problèmes financiers et monétaires internationaux. A Williamsburg, nous avons fait ressortir notre préoccupation devant la situation financière internationale, et tout particulièrement la charge de la dette de nombreux pays en développement. Des pressions sont exercées sur le système financier international, et il est important d'assurer que les institutions sont dotées de ressources adéquates pour contrer ces pressions et construire l'avenir. A Williamsburg, nous avons invité les ministres des Finances, en consultation avec le directeur général du FMI, à définir les conditions d'une amélioration du système monétaire international et à examiner le rôle que pourrait éventuellement jouer dans le processus une conférence de haut niveau sur les questions monétaires internationales. Notre objectif sera d'examiner les questions et les idées d'une façon qui puisse aider les institutions financières compétentes à mieux remplir leurs mandats, à mener des opérations efficaces et opportunes et à répondre aux besoins des pays développés tout autant qu'en développement en cette nouvelle période de reprise et de développement. Nous devons tenter de tirer parti de nos points forts et devrions nous méfier des plans qui tendent à miner la confiance dans nos institutions ou à faire douter de la solvabilité des emprunteurs, deux éléments essentiels au bon fonctionnement d'un système qui a prouvé sa compétence et sa capacité de traverser des périodes et des situations difficiles.

Le reste de l'ordre du jour de la CNUCED comprend un certain nombre de questions qui n'y ont été inscrites qu'à des fins d'examen, mais j'aimerais quand même mentionner l'importance tout particulière que le Canada accorde à la réponse donnée aux besoins pressants des pays les moins avancés, dont le développement s'est souvent arrêté - et a même régressé dans certains cas. Ces pays ont été touchés de plein fouet par la chute des cours des produits de base et ont souffert d'une progression lente ou nulle des décaissements d'aide. Bien qu'ils ne soient pas à